

Rapport d'activité *2019*





Partie 1 : Animer la vie du mouvement

- Un audit des Unions régionales et une nouvelle feuille de route 4
- La Gouvernance 4
Nouvelle gouvernance, nouvelle comitologie
- Bilan des instances de l'Union régionale et des délégations départementales 9
- Bilan Formation des élu.es, CHM et PFIDASS 14
Bilan Formation des élus, 14
Conventionnement Hospitalier Mutualiste 15
PFIDASS 16
- Bilan de coordination des Mutuelles des LIII 17

Partie 2 : Affaires publiques, influence et sujets d'intérêt général

- Bilan des affaires publiques 18
- Bilan coordination des mandats (Hors ESS) 21
- Bilan Economie Sociale et Solidaire (ESS) 23
- Bilan "Sujets d'intérêt général et Communication" 23

Partie 3 : La Prévention et Promotion de la Santé

- Les actions de Prévention et Promotion de la Santé 28
- Les rencontres "Mutuelles" 30



Édito



Une année particulière

En 2019, la gouvernance de notre union a été renouvelée. Le conseil d'administration issu des élections a mis en place un nouveau bureau et a réfléchi à une organisation plus efficiente des commissions et groupes de travail. Cette nouvelle architecture, structurée en fonction des missions confiées par le mouvement aux unions régionales, a été déployée dès le deuxième semestre.

Bien que nous n'ayons que peu de recul, ces premiers mois de fonctionnement ont montré que nous avons gagné en cohérence et en efficacité. L'ensemble des militants et des groupements qui le souhaitent, peuvent ainsi être associés au travail déployé en prévention et promotion de la santé, affaires publiques et influence, vie du mouvement... Cette nouvelle forme d'organisation a inspiré les travaux du comité d'animation des Unions régionales fédéral qui travaille à leur future feuille de route.

Puis, avec le début de l'année 2020, est survenue la crise de la COVID-19. Cette situation exceptionnelle a demandé

à l'ensemble des salariés et élus de l'Union régionale de mettre en place, dans l'urgence, de nouveaux modes de fonctionnement. La mobilisation et la capacité d'adaptation dont tous ont fait preuve, nous ont permis de continuer à faire face à nos missions dans un contexte totalement inédit. Télétravail, web conférences en prévention et promotion de la santé, réunions en visioconférence de nos bureaux, conseils d'administration et, bientôt, assemblée générale, tous les moyens que nous offrent les nouvelles technologies ont été sollicités pour assurer la continuité de notre fonctionnement.

Ces nouvelles pratiques vont sans aucun doute influencer durablement nos organisations. Nous allons retrouver la possibilité de réunions et de rencontres physiques, mais cela n'exclut pas que nous continuions à utiliser, en complément, les moyens d'échanges à distance. Cette évolution brutale nous a amenés à repenser l'ergonomie des nouveaux

locaux à Marseille, dans lesquels nous allons nous installer cet été. Ce déménagement, rendu indispensable par la vétusté, le coût et l'inadéquation croissante de notre siège de Meyreuil, sera l'occasion de repenser une organisation de l'espace, adaptée aux nouvelles modalités de télétravail et d'utilisation des moyens de participation à distance pour toutes nos réunions.

Si 2020 restera sans doute, pour tous, une année particulière, voire une annus horribilis, à nous de savoir saisir les opportunités que recèle toute crise, même la plus dramatique. La mobilisation dont chacun a fait preuve au pic de la pandémie ne peut que nous rendre optimistes sur la capacité de la Mutualité à s'adapter aux évolutions sociétales, comme elle a toujours su le faire.

Jean-Paul Benoit
Président de la Mutualité Française Sud

Animer

la vie mutualiste du mouvement

1 Un audit des Unions régionales et une nouvelle feuille de route

Dans la poursuite des travaux initiés fin 2018 par la FNMf avec les Unions régionales et de l'audit réalisé au 1^{er} trimestre 2019 par Bearing Point, des groupes de travail techniques ont été mis en place sur : l'architecture de la PPS, les financements externes, l'harmonisation comptable, les ressources humaines, le pilotage, les collaborations inter UR. Ils ont été renforcés, après le séminaire des Présidents et Directeurs d'Unions régionales de

Pont à Mousson les 23 et 24 septembre 2019, par des groupes politiques portant sur les statuts / règlement intérieur, la comitologie, la formation des élus, les mandats et l'indemnisation des élus. Une nouvelle feuille de route a également été communiquée aux Unions régionales. Elle couvre l'ensemble de leurs activités mais comporte également un volet transformation qui a pour objectif d'identifier des mesures à mettre en œuvre d'ici 2022 pour absorber la baisse de la cotisation fédérale.



2 La Gouvernance

Nouvelle gouvernance, nouvelle comitologie

Suite à l'Assemblée générale de juin 2019, l'Union régionale a renouvelé une partie de son Conseil d'administration, de son Bureau et de ses conseils départementaux. De plus et afin d'être plus en cohérence avec ses missions, l'Union régionale a réinventé sa comitologie.



La Mutualité Française Sud, Provence-Alpes-Côte d'Azur

Mai 2020

CONSEIL D'ADMINISTRATION

ÉLECTION DU 28 JUIN 2019



LES MEMBRES DU BUREAU

Jean-Paul BENOIT
Président

Jocelyne COUSTAU
Vice-Présidente

Stéphane GRASS
Vice-Président

Serge JACQUET
Vice-Président

Max HERMET
Vice-Président

Denis PHILIPPE
Vice-Président délégué à l'économie sociale et solidaire (ESS)

Dominique TRIGON
Vice-Président

Marc DEVOUGE
Secrétaire Général

Christian GERVAIS
Secrétaire Général Adjoint

Jean-Paul SADORI
Trésorier Général

Stéphane LIAUTAUD
Trésorier Général Adjoint



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

34 membres dont **11 membres du bureau**

• Patricia	ASSORIN	ISTYA
• Pierre	BELLET	URMH
• Jean-Paul	BENOIT	Fédération des Mutuelles de France
• Michel	BERNARDON	Matmut Mutualité
• Emmanuel	BOUTTERIN	Harmonie Mutuelles
• Jacky	BOYER	ISTYA
• Alain	CHAMARRY	Mutuelles du Soleil
• Laurent	CHERY	KLESIA Mutualité
• Chantal	COLONNA	MNH
• Jocelyne	COUSTAU	ISTYA
• Marc	DEVOUGE	ISTYA
• Christian	GERVAIS	URMH
• Stéphane	GRASS	Union Défense Sécurité
• Elisabeth	HANSBERGER	AESIO
• Max	HERMET	Mutuelles du Soleil
• Jean-Luc	IMAUVEN	URMP
• Serge	JACQUET	Matmut Mutualité
• Nicole	LEBORGNE	Mutuelle Marseille Métropole
• Stéphane	LIAUTAUD	Harmonie Mutuelles
• Maurice	MARTIN	Mutuelles Plurielles et Solidaires
• Marie-Christine	NANTERME	Les Mutuelles MACIF
• Patrick	OSENDA	Fédération des Mutuelles de France (LIII)
• Denis	PHILIPPE	AESIO
• Christiane	PONS	ISTYA
• Serge	PUGET	Union Défense Sécurité
• Philippe	SABATIER	La Mutuelle Verte
• Jean-Paul	SADORI	La Mutuelle Générale
• Christophe	SAGEOT	Union Intériale
• Paul	SMITH	Fédération des Mutuelles de France
• Mireille	SOLEILHAVOUP	Fédération des Mutuelles de France
• Olivier	TECHEC	Fédération des Mutuelles de France
• Dominique	TRIGON	Mutualité Française Paca SSAM
• René	VALLARINO	Matmut Mutualité
• Bernard	ZANEBONI	MGEN (LIII)

LES COMMISSIONS RÉGIONALES

5 commissions régionales et 5 groupes de travail

Commission Finances / Ressources Humaines / Responsabilité sociétale des Entreprises.

Président : Jean-Paul SADORI.
Référente technique : Laurence BERTRAND.

Commission animation de la vie du mouvement.

Président : Marc DEVOUGE.
Référente technique : Brigitte LIATTI.

Groupe de travail Coordination des Délégations Départementales, Conventions mutualistes et Renouveau générationnel.

Pilotage : Marc DEVOUGE et Brigitte LIATTI.

Groupe de travail Formation des élus.

Pilotage : Christian GERVAIS et Laurence DELAYE.

Groupe de travail Comité de liaison avec les Mutuelles du Livre 3.

Pilotage : Max HERMET et Karin DELRIEU.

Commission affaires publiques et influence.

Président : Marc DEVOUGE.
Référente technique : Hélène ASENSI.

Groupe de travail Chantiers fédéraux et sujets d'intérêt général.

Pilotage : Serge JACQUET et Hélène ASENSI.

Groupe de travail Economie Sociale et Solidaire.

Pilotage : Denis PHILIPPE et Hélène ASENSI.

Commission coordination des mandats.

Président : Jean-Paul BENOIT.
Référente technique : Laurence BERTRAND.

Commission prévention et promotion de la santé.

Présidente : Jocelyne COUSTAU.
Référente technique : Karin DELRIEU.

Représentation d'intérêts :

Référente :
Brigitte LIATTI

Espace Régional Éthique Mutualiste - EREM

Référent :
Olivier TECHEC
Référente technique :
Hélène ASENSI

6 conseils composés de 72 conseillers et 89 auditeurs

Mise à jour : 27 mai 2020

04	Rémy CHARPY Président	Conseillers : Françoise BARRE Gérard BENOIT Marie BOISSIN Jocelyne DERQUENNES Didier MARTIN Henri PETITPOISSON Denis PHILIPPE Alain SGOURDEOS Roland VALLI
	Jérôme MARTINEZ Secrétaire départemental	Auditeurs : Corinne ALLIAUD Anne AMO Franck BARRAUX Pascal BUNAND Charles GALLORINI Chantal GROTA Mariecke MOREAU Michel MORELLO Patrice MURA Vincent PROFFIT Véronique ROUX Gérard SERREAULT Arielle VALENCIA
	Claudine FAURE Trésorière départementale	
05	Maryvonne VÉTILLART Présidente	Conseillers : Monique ACHARD Pierre BELLET Patrick BROCHIER Jean-Claude EYRAUD Fabien HAREL Jean-Christophe MALFATTO Sylvie MARIN Bernadette POMMIER Jean-Fabien VACHOT
	Claudine GUISEPPI Secrétaire départementale	Auditeurs : André BERNARD Jacques COCHET Fabien DUPANLOUP Alain FROMONT Marie-Christine GALLERON Gisèle GOUDET Chantal GROTA Anne GUGLIELMINO Gérard MANCUSO Joël REYNIER Véronique ROUX Bernard ZANEBONI
	Jean-Marc GERMAIN Trésorier départemental	
06	Thierry PATTOU Président	Conseillers : Laurent CHERY Janine CLERET-VIGOUROUX Christian GERVAIS Lionel LE GUEN Jean-Yves MURA Patrick OSENDA Jean-Daniel OTTAVI Christophe SAGEOT Béatrice TOBAR-RECOQUE
	Renée ROUX Secrétaire départementale	Auditeurs : Bertrand BOUISSOU Jean FREU Norbert MENARDO Sylvie PETHE-CLARAC Isabelle PONSOT Raymond RAMI Martial SACCUCCI Serge SCHIANO DI COLLELLO Paul SMITH Claude VERANY
	Stéphane LIAUTAUD Trésorier départemental	
13	Serge JACQUET Président	Conseillers : Michèle KLONIECKI Ludovic LAURENS Jean-Jacques LE GUILLOUX Lucien MARCHETTINI Robert MORALIA Mariecke MOREAU Jean-Claude ROSE Guy SABADEL Michel SCHERER
	Patricia ASSORIN Secrétaire départementale	Auditeurs : Michel BERNARDON Emmanuel BOUTTERIN Jacky BOYER Nicole BRUN-ROUBEREAU Renée BULOT Jeannette CAMISULI Philippe CONAND Jean-Luc CROIZIER Inès DINARDO Valérie GARITO Dominique GUILLET Bruno HUSS Jean-Luc IMAUVEN René MARION Philippe MATHIEU Alexia MOSER Denis PHILIPPE Michel RICHARD Anne-Marie SARLIN-JACQUET Christian SCOTTO DI PERROTOLO Gislène SESTIER Jean-Claude TABONE Elisabeth TEISSIER Julien VILLEVIEILLE
	André DEVERGNE Trésorier départemental	
83	Sandrine FALASCO Présidente	Conseillers : Joëlle BAISSAT Stéphane GRASS Marie-Claude HAMMER Bernard RIZZO Guy SAUVAGE Jean-Claude SEBASTIA Nadine SIGOILLOT Dominique TRIGON Frédéric VAQUETTE
	Claude DURAND Secrétaire départementale	Auditeurs : Olivier ANDRAU Vanessa BAZANI Christophe BEAUVILLAIN Chantal COLONNA Pierre COPPENS Joël FLEURY France GAETANO Jean-Pierre LEFEBVRE Anne MAURICE Nathalie MEHATS Guylaine PICH Christiane PONS Louis RAMIREZ Patrice REGUEIRA Jacques RIBEYRE Karyne SILVESTRE Dominique VIOT
	Philippe SABATIER Trésorier départemental	
84	Élisabeth HANSBERGER Présidente	Conseillers : Alain CHAMARRY Martine DUMONT Alain GIRAUDI Alain GRANIER Hubert IZAC Armand JACQUES Marie-Christine LIENARD Bernard TROCCAZ Léliane VALAT
	Marc DEVOUGE Secrétaire départemental	Auditeurs : Jean-Luc ARMONICO Béatrice AUGIER Mickael BERARDI Maryse DOLMAIRE Robert FRAYSSE Philippe GOUX Odile GROS Tedjina LOUAFIA Marylise PAGES Colette PASCAL Sandrine RIGAUD Jean-Paul SADORI Alain TISSOT
	Jean-Luc ANDREU Trésorier départemental	

Bilan des instances de l'Union régionale et des délégations départementales

• Bureaux et conseils d'administration

En 2019, le conseil d'administration s'est réuni à 5 reprises (taux de participation moyen : 70 %)

- le 29 mars
- le 24 mai
- le 28 juin
- le 18 octobre
- le 13 décembre

et le bureau à 4 reprises (taux de participation moyen : 88 %).

- le 21 janvier
- le 3 mai
- le 30 septembre
- le 25 novembre

Depuis le 1^{er} janvier 2020, 3 bureaux

- le 20 janvier
- les 1^{er} et 27 avril

et un conseil d'administration le 27 mai se sont tenus avec respectivement un taux de participation de 82 % et de 68 %. A noter que depuis le 1^{er} avril, les instances se sont déroulées en visioconférence.

• Conseils départementaux

Sur la période 2019, les 6 Conseils départementaux ont organisé 37 réunions qui ont permis d'évoquer les sujets nationaux, les projets du département ainsi que ses problématiques.

Délégation	Nombre de Conseils/an	% de participation Conseils
04	6	63 %
05	6	51 %
06	6	65 %
13	8	61 %
83	5	51 %
84	6	69 %



Du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019

• Commission Communication

Le 14 mai 2019, sujets abordés : la stratégie digitale de l'Union régionale, "partie 2 : les médias sociaux", le nouveau territoire de marque de la

Mutualité Française et un point sur les actions du 1^{er} semestre (les élections européennes, la participation mutualiste au Grand débat, la réunion interrégionale, le séminaire annuel de la commission renouvellement générationnel et l'assemblée générale 2019).

• Commission Renouvellement générationnel

Le 15 janvier 2019 a été l'occasion de faire un point sur les campagnes de communication digitale #ATaSanté et sur la préparation du séminaire annuel du 4 avril sur le thème de la formation des élus.

• Commission Administration Finances et Ressources Humaines (jusqu'au 30 juin)

Le 25 avril 2019 : l'arrêté des comptes 2018 a été présenté ainsi que la procédure de transmission et de remboursement des notes de frais.

• Commission Finances, Ressources Humaines et Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (à compter du 30 juin)

Le 7 novembre 2019 : présentation du nouveau périmètre de la commission, point sur les finances, réflexions sur les économies à engager pour réduire les charges de l'Union régionale et la révision des modalités de transmission et de remboursement des notes de frais.

• Commission Formation des élus

Réunie les **26 avril 2019 et 14 juin 2019**, elle est revenue sur les formations réalisées début 2019, un point a également été réalisé sur les formations à venir et un bilan du séminaire Renouvellement Générationnel et sur la formation des élus a été présenté. Enfin, des échanges ont eu lieu sur le futur programme de la formation "Femme et homme en Mutualité".

• Commission Economie Sociale et Solidaire (ESS)

Le 23 avril 2019 : la commission s'est réunie afin d'accueillir Jérôme SADDIER, Président d'ESS France afin d'échanger sur les enjeux de l'ESS tant sur le plan national que régional, et d'évoquer le rôle de la Mutualité au sein de l'Economie sociale et solidaire.

● CROCOSSM

Le 26 mars 2019 a été organisée une présentation personnalisée du déploiement du DMP (notamment dans les EHPAD) par les services de l'Assurance maladie des Bouches-du-Rhône.

Le 29 octobre 2019 a été l'occasion de faire un point d'information sur les CPTS en abordant les enjeux pour les mutuelles de LIII et d'étudier comment elles pourraient s'inscrire dans le dispositif. Un point a également été fait sur la mise à jour de l'annuaire des SSAM - Edition 2020 et de l'enquête sur le poids économique des SSAM en région et enfin les projets en cours et à venir des groupements.

● Commission coordination des mandats

Le 1^{er} mars 2019 : une présentation de chaque instance a été faite sous la forme de : composition, gouvernance, installation, fréquence des réunions, puis les thématiques 2019 et feuille de route FNMF ont été présentées aux participants. Dans un second temps, des travaux scindés en deux groupes se sont tenus ; l'un sur la Conférence des financeurs / CDCA et l'autre sur les CPAM/CRSA avec comme fil conducteur la définition :

- des liens à établir entre les structures
- des problématiques particulières rencontrées
- des liens entre Livre I et Livre III
- des attentes en termes de coordination des mandats.

● Coordination des délégations départementales

Le 21 janvier 2019 a été l'occasion de préparer les élections 2019 et les réunions électives dans les délégations départementales de l'Union régionale, d'aborder l'action des délégations départementales dans le Grand débat national, de faire un retour sur les rencontres mutualistes qui ont eu lieu et d'aborder des questions diverses telles que le dossier grand âge et autonomie.

Le 11 juin 2019 a été l'occasion d'aborder l'actualité politique de l'UR (les actions d'influence, la prochaine assemblée générale), de faire le bilan du premier semestre de la feuille de route des délégations départementales et d'aborder les perspectives du second semestre.

● Commission de Contrôle

Le 20 mai 2019 : étude des pièces comptables 2018.

● Commission Prévention et Promotion de la Santé

Présidée par Jocelyne COUSTAU et composée de 20 membres, représentants des mutuelles, des gestionnaires de SSAM et des délégations départementales, la commission s'est réunie **le 13 décembre 2019**. Au cours de cette réunion, ont été présentés : l'état des lieux de la santé en région Sud par Hélène Dumesnil, chargée d'études à l'ORS (Observatoire Régional de la Santé). Le programme de l'activité de prévention et les enjeux 2020/2022 relatifs à l'offre de service aux mutuelles et aux actions de Santé publique.



Du 1^{er} janvier 2020 au 30 avril 2020

● Commission affaires publiques et influences (CAPI)

Le 23 janvier 2020, sujets abordés : le périmètre, sens et modalités de fonctionnement de la commission A.P.I, la présentation des feuilles de route des 3 groupes de travail (sujets fédéraux et d'intérêt général, la coordination des mandats et E.S.S) et les actions en cours.

● Groupe de travail chantiers fédéraux et sujets d'intérêt général

Le 10 février : groupe de travail pour réfléchir aux partenariats de la mission fédérale.

● Groupe de travail Economie Sociale et Solidaire

Le 27 février, les sujets abordés ont été la vision pour la Mutualité dans l'ESS, les projets dans lesquels la Mutualité Française pourrait s'inscrire. Puis 2 ateliers se sont tenus pour envisager comment la Mutualité peut

s'impliquer dans l'ESS (actions régionales et locales), et comment l'Union régionale peut aider les représentants de l'ESS dans l'exercice de leur mandat.

● Groupe de travail Coordination des mandats

Le 11 mars : l'ordre du jour a été de définir le périmètre, sens et modalités de fonctionnement de la commission mais également de présentation des feuilles de route des 3 groupes de travail (sujets fédéraux et d'intérêt général, coordination des mandats et E.S.S) et les actions en cours.

Par décision du conseil d'administration du 27 mai 2020, ce groupe de travail est devenu une commission régionale à part entière.

● Commission Animation de la Vie du Mouvement (CAVIM)

Le 20 février 2020 a été mis en place cette nouvelle commission. Il a été évoqué pour l'occasion : le sens et la présentation des principales orientations. Compte-rendu des premiers travaux des différents groupes de travail, perspectives communes et premiers rendez-vous ont été présentés.

● Groupe de travail coordination des délégations départementales, conventionnements mutualistes et renouvellement générationnel

L'épidémie de la COVID a empêché le groupe de travail de se réunir le 19 mars comme prévu. Afin de mettre en place ce nouveau groupe et de maintenir le lien dans les délégations départementales, **le 24 avril**, Marc DEVOUGE a réuni en visio les 6 Présidents des délégations ; ce moment a permis d'aborder l'actualité, la communication spécifique avec la newsletter "A fond les DD", les CPTS, l'ESS, le pacte du pouvoir de vivre, la formation et les perspectives de reprise d'activité.

● Groupe de travail formation des élus

Le 6 janvier 2020, première réunion du groupe afin d'étudier le retour des questionnaires portant sur les besoins de formations. Validation du planning 2020 et son budget, analyse des nouvelles modalités d'inscription.

● Groupe de travail Comité de liaison avec les Mutuelles du Livre 3

Le groupe ne s'est pas encore réuni sous sa nouvelle forme.

● Commission Finances, Ressources Humaines et Responsabilité Sociétale de l'Entreprise

Le 6 mai 2020 : présentation de l'arrêté des comptes 2019 et point sur les mesures mises en place par l'entreprise dans le cadre de la crise sanitaire.

● Commission de contrôle

Le 11 juin 2020 : étude des pièces comptables 2019



Bilan des actions DD

● Les grands thèmes de santé, quelques actions phares de l'année 2019

Pour le département 04

"Ma couverture santé, comment ça marche ?"

La délégation départementale des Alpes de Haute Provence a présenté l'exposition "Ma couverture santé, comment ça marche ?" au sein du lycée Pierre Gilles De Gennes de Digne les Bains. Cette exposition, qui a pour but d'éduquer le grand public au système de santé et de protection sociale, est restée une quinzaine de jours au sein du centre de documentation et d'information (CDI) de cet établissement. Nous sommes ensuite intervenus auprès des étudiants de BTS afin de leur présenter un diaporama sur la protection sociale, la Mutualité Française et la lecture d'un contrat de santé.

Ce diaporama a également été présenté aux étudiants GACO (Gestion Administrative et Commerciale des Organisations) de l'IUT de Digne les Bains.

Pour le département 05

"Grand débat national : comment favoriser l'accès à la santé de tous, partout ?"

Ancrées dans les territoires, les mutuelles sont conscientes que les questions de santé sont au centre des préoccupations des Français. C'est pourquoi la Mutualité Française a souhaité que les mutuelles, au contact des Français, recueillent

leurs attentes et leurs propositions en matière de santé, à l'occasion du Grand débat national. La délégation départementale des Hautes-Alpes a organisé, sur Gap, un débat citoyen ouvert à tous. Les participants ont fait des propositions autour de 2 axes :

- Comment assurer, dans tous les territoires, un égal accès à la prévention et aux soins de qualité pour tous, à tous les âges ?
- Comment lever les obstacles financiers à l'accès aux soins ?

Ces propositions ont ensuite été centralisées et déposées sur le site du Grand Débat National.

Pour le département 06

"La place de l'emploi" de Pôle Emploi "Accès aux droits et aux soins"

Evènements itinérants "La place de l'emploi" organisés par Pôle Emploi autour de 4 espaces thématiques : orientation et formation, coaching, numérique et jobDating.

Participation complémentaire de la Mutualité et de la CPAM 06 concernant les sujets : fonctionnement du système de santé, PFIDASS, DMP, AMELI, Centre d'Examens et de Santé, actions de prévention, etc... Valorisation de notre partenariat sur le volet "accès aux droits et aux soins" grâce à notre expo "Système de santé".

Pour le département 13

"Vacciner contre le doute"

Dans un contexte d'épidémie de rougeole et d'un scepticisme ambiant contre l'efficacité vaccinale, il semblait opportun et important d'informer les familles sur la question de la vaccination et sur les enjeux de santé publique qui en découlent. Cette conférence a été l'occasion de faire le point sur toutes les idées reçues et fake news qui circulent depuis quelques années. Une présentation de la couverture vaccinale de la région a également été faite par deux épidémiologistes de Santé Publique France.

Pour le département 83

"Sport dating"

La délégation départementale, en partenariat avec le service prévention promotion santé Var, a participé à l'action "Sport Dating" organisée à La Garde, le 24 septembre en collaboration avec 5 Mutuelles adhérentes.

Pour le département 84

"Conférence interactive sur le Climat et son influence sur la santé"

Selon certains prévisionnistes dans les 30 années à venir les changements climatiques devraient générer près de 300.000 décès supplémentaires par an, en accroissant la malnutrition et la

sous-alimentation des enfants dans le monde, les maladies transmises par des insectes... Les influences potentielles de ces changements sur la santé sont donc multiples et liées. Jean Jouzel chercheur reconnu dans le domaine de l'évolution du climat et ses conséquences, climatologue, membre du GIEC est venu faire le point sur ce sujet en présence de 250 personnes.

• Evènements de communication, quelques temps forts de l'année 2019

Pour le département 04

Tout au long de l'année le Président de la délégation départementale est intervenu sur les ondes de Fréquence Mistral, radio associative, afin de communiquer sur nos actions. Dans le cadre du Grand débat national, nous avons tenu un point presse afin d'annoncer l'organisation d'un débat citoyen sur la santé.

Diffusion de communiqués de presse : résiliation infra-annuelle des contrats de santé, élection du nouveau président de la délégation départementale, fermeture de nuit des urgences de Sisteron.

Pour le département 05

De nombreux points presse sont organisés, tout au long de l'année, en relation avec notre activité : promotion de nos actions mission fédérale et prévention, signature de convention avec nos partenaires sportifs, avec le centre d'examen de santé de la CPAM 05, signature de la convention PFIDASS, remises de défibrillateur, présentation de la nouvelle gouvernance de notre délégation départementale, opposition à la mise en place d'Happytal au sein du CHICAS.

Notre Président départemental est intervenu à multiples reprises à la TV locale et sur les ondes radio sur les sujets d'actualité de notre mouvement : résiliation infra-annuelle des contrats de santé, organisation d'un débat citoyen, PFIDASS, PLFSS 2020, Happytal...

Diffusion d'un communiqué de presse sur la résiliation infra-annuelle des contrats de santé, sur la fermeture de nuit des urgences de Sisteron. Pour la seconde année consécutive, la campagne promotionnelle, que nous diffusons sur Radio Alpine Meilleure (RAM pendant une semaine, dans le cadre de notre partenariat), faisait écho à la campagne de la FNMF "Votre Mutuelle est-elle vraiment une mutuelle ?".

Pour le département 06

Les médias locaux ont relayé l'actualité mutualiste dans des articles de fond mais ils ont également valorisé les actions de promotion de la DD 06. La Mutualité Française est toujours membre du Club Santé Nice Matin. La Délégation 06 est

représentée à chaque "Rencontres Santé Nice Matin" et le débat est suivi d'une parution citant la Mutualité dans le "cahier santé" du journal Nice Matin (seule Presse Quotidienne Régionale dans le 06).

Pour le département 13

Selon l'OMS, le simple acte de vaccination permet de sauver 2 à 3 millions de vies chaque année ! Cependant, depuis quelques années la vaccination souffre d'une mauvaise image à cause d'études scientifiques défavorables et non validées. Or les vaccins sont des médicaments d'une importance capitale pour la santé de tous car ils permettent d'éviter un très grand nombre de maladies et d'épidémies. Voici le thème de la conférence de presse qui a été organisée en préparation de la conférence sur la Vaccination.

Pour le département 83

La délégation départementale, en partenariat avec

l'association La Foulée des Gazelles, a organisé une équipe de 50 gazelles sportives mutualistes (élues, salariées ou adhérentes de 5 Mutuelles Varoises) pour participer à la course du 8 septembre à La Crau.

Pour le département 84

La délégation a organisé une conférence de presse au moment de la présentation du projet de loi de financement de la sécurité sociale 2020 sur le thème Halte au non-financement de la Sécu ! Cette conférence a permis de faire un tour d'horizon des principales mesures et de leurs conséquences.



Voici en quelques chiffres, les actions en direction de la presse réalisées par les délégations départementales

Relations presse des délégations départementales 2019

Délégation	Nombre de dossiers ou de communiqués de presse envoyés	Nombre de points presse	Nombre d'interviews données radio ou TV	Nombre de parutions ou insertions presse	
04	4	4	3	5	16
05	2	12	9	22	45
06	6	1	1	11	19
13	5	0	0	12	17
83	2	0	0	0	2
84	5	2	1	9	19
	24	19	14	59	116

3 Bilan Formation des élus, CHM et PFIDASS

Bilan Formation des élus

Suite à la mise en place de la nouvelle comitologie, le groupe de travail Formation des élus fait partie de la Commission régionale "Animation de la vie du mouvement" sa composition a été renouvelée fin 2019. Ce groupe de travail interviendra de manière transversale, au sein de la Commission, avec les structures de Livre 3 et les délégations départementales.

● Bilan général de l'année 2019

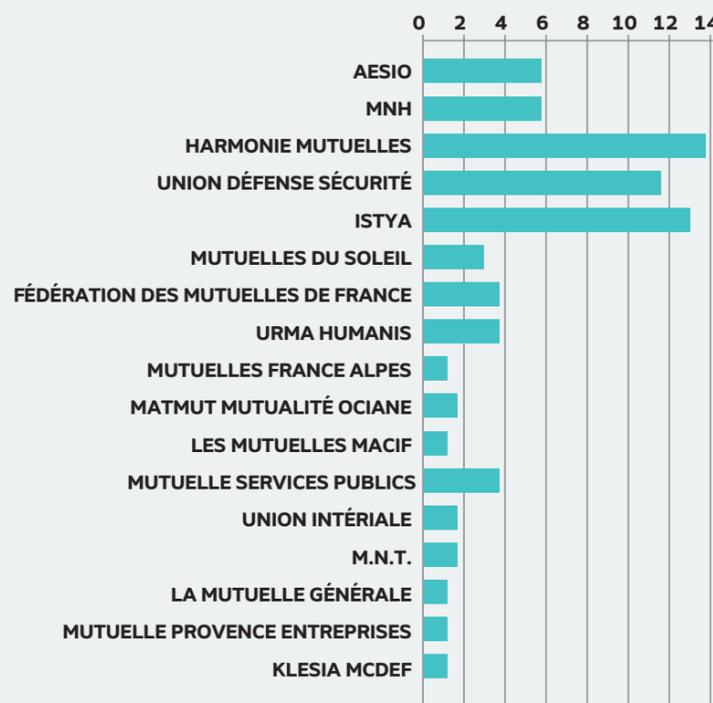
77 élus émanant des Mutuelles de la région Sud ont suivi une formation initiée par l'Union Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur

09 formations réalisées

12 jours de formation

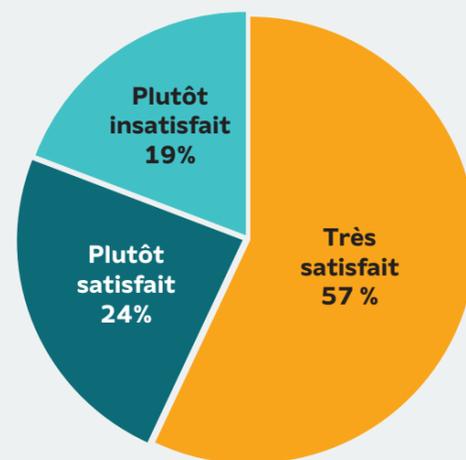
81% le taux de satisfaction globale

Nombre de participants par mutuelle



Évaluation des formations pour 2019

Taux de satisfaction globale



● Formations réalisées en 2019

En 2019, il y a eu 5 formations organisées : Actualité de l'Assurance Maladie, Connaissance et organisation du système de santé en France, Femme et homme en Mutualité : égalité, légalité, parité et intergénérationnalité, Techniques de prise de parole en public Niveau 2, Prévention Promotion Santé, outil de différenciation. Cela a représenté 9 jours de formation

● Objectifs pour 2020 :

Le pilote du groupe de travail Formation, Christian GERVAIS, a eu l'initiative de soumettre

un questionnaire des besoins de formations à 156 destinataires de la Mutualité Française Sud, à savoir : délégués des Mutuelles, administrateurs régionaux, conseillers départementaux et membres auditeurs.

Ce questionnaire a recolté 29 % de réponses qui ont permis d'élaborer un plan de formation pour l'exercice 2020 suivant deux objectifs :

- Mise en place de formations pour des stagiaires débutant.e.s - les nouveaux élus - qui ne connaissent pas ou peu la Mutualité Française dans son ensemble en permettant ainsi de les acculturer,
- Mise en place de formations pour des stagiaires militants plus confirmé.e.s permettant ainsi de renforcer leurs connaissances.



● Planning prévisionnel des formations pour 2020

"Connaissance du système de santé pour mieux maîtriser son environnement",
Durée : 1 journée - Lieu : Siège social
Organisateur : à déterminer

"Les fondamentaux de Solvabilité II et Code de la Mutualité",
Durée : 2 jours - Lieu : Siège social
Organisateur : FNMf

"Connaissance des SSAM, l'offre de soins mutualiste",
Durée : 1 ou 2 jours - Lieu : Siège social
Organisateur : FNMf

"Actualités de l'Assurance Maladie",
Durée : 1 journée - Lieu : Siège social
Organisateur : FNMf

"Savoir lire les comptes de son groupement pour pouvoir jouer pleinement son rôle d' élu",
Durée : 2 jours - Lieu : Siège social
Organisateur : FNMf

"Optimiser ses relations médias",
Durée : 2 jours - Lieu : Siège social
Organisateur : Agence DOS CARRE

"Intelligence artificielle, santé numérique et loi bioéthique",
Durée : 1 journée - Lieu : Siège social
Organisateur : à déterminer

"Santé environnementale",
Durée : 1 journée - Lieu : Siège social
Organisateur : Réseau Environnement Santé & Mutualité Française Sud

"Boîte à outils pour "vendre" la Mutualité Française : découverte de la Mutualité"
Durée : 1 journée - Lieu : Siège social
Organisateur : FNMf

"Atelier "réseaux sociaux" Niveaux 1 et 2"
Durée : 1 jour et demi - Lieu : Siège social et / ou sur les départements
Organisateur : Mutualité Française Sud

"Atelier Apprivoiser les écrans"
Durée : 2 jours - Siège social et / ou sur les départements
Organisateur : Mutualité Française Sud

"Elu(e) mutualiste, les ressorts d'un engagement militant",
Durée : 1 journée - Lieu : Siège social
Organisateur : FNMf

"Découverte de la Mutualité",
Durée : 1 journée - Lieu : Siège social
Organisateur : FNMf

● Conventions Hospitalières Mutualistes (CHM)

Lancé en 2009, le conventionnement mutualiste est né de la volonté d'apporter une réponse à la hausse des frais d'hospitalisation. Ce poste est devenu pour les mutuelles depuis 2017, le premier poste de dépenses.

Les tarifs de la chambre particulière flambent : entre 2011 et 2014, ils ont augmenté de plus de 17 %, représentant près d'un quart du poste hospitalisation (enquête COTERC FNMf). Depuis plus de 10 ans donc, CHM propose un référencement des établissements à partir de critères qualité et de critères tarifaires. La mise en place d'une convention portant notamment sur la fixation d'un tarif négocié du supplément pour chambres particulières est proposée aux établissements référencés pour le MCO, l'ambulatoire et le SSR.

Répartition pour le MCO (médecine, chirurgie, obstétrique) :

135 établissements MCO en PACA

117 référencés, 63 établissements conventionnés 55,06 % de parts de marché régional

(Chiffres déc. 2019)

Répartition pour le SSR (soins de suite et de réadaptation) :

165 établissements SSR en PACA

140 référencés, 43 établissements conventionnés 26,87 % de parts de marché régional

(Chiffres déc. 2019)

PFIDASS

Le dispositif PFIDASS (Plateforme d'Intervention Départementale pour l'Accès aux Soins et à la Santé) a pour objectif d'accompagner les assurés sociaux dans leurs démarches de soins pour ceux qui y auraient renoncé. Après une première phase d'expérimentation à la CPAM du Gard dès 2013, puis un lancement par vagues successives dans les départements, l'ensemble des CPAM du territoire métropolitain est maintenant couvert par ce dispositif. Composée de professionnels formés aux problèmes d'accès aux droits et aux soins, cette

plateforme téléphonique, une fois alertée, analyse au cas par cas les situations qui lui sont soumises, et à partir d'un bilan de droits qu'elle réalise, conseille, informe et engage toute action permettant un accès aux soins des assurés concernés. Dans le cadre d'une convention signée par chaque département, la Mutualité Française Sud, Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engage à promouvoir le rôle de la PFIDASS auprès de ses adhérents mais aussi à inciter et impulser des collaborations au sein des Mutuelles Santé et des Mutuelles gestionnaires des services de soins et d'accompagnement mutualiste.

206
Services de Soins et d'Accompagnement Mutualistes en Provence-Alpes-Côte d'Azur
(recensement au 31/12/2019)

-  **57** Centres dentaires.
-  **30** Centres de soins médicaux et infirmiers.
-  **2** Services hospitaliers.
-  **49** Centres d'optique et services pour la basse vision.
-  **23** Centres d'audition.

-  **22** Établissements et services petite enfance.
-  **6** Initiatives sociales (Services à la personne, CLIC...).
-  **7** Établissements et services médico-sociaux pour les personnes âgées.
-  **10** Établissements et services pour les personnes en situation de handicap.

SUIVI DEPLOIEMENT PFIDASS

(La PFIDASS est devenue la MAS Mission Accompagnement Santé)

Pour le département 04

Date signature convention : En cours

Groupements rentrant dans le dispositif :

- En cours

Pour le département 05

Date signature convention : 16 avril 2019

Groupements rentrant dans le dispositif :

- MNT
- Mutuelle de France des Alpes Sud
- Mutuelle action sociale
- Mutuelle de France livre III
- les Mutuelles du Soleil
- MGEN
- MF PACA SSAM

Pour le département 06

Date signature convention : 19 mars 2019

Groupements rentrant dans le dispositif :

- MF PACA SSAM et SAMSAH DV
- UMF06
- MGEN

Pour le département 13

Date signature convention : 21 juillet 2016

Groupements rentrant dans le dispositif :

- GCM 13
- Solimut
- EOVI
- Harmonie
- Mutuelle du Lacydon
- MEPSS

Pour le département 83

Date signature convention : En cours

Groupements rentrant dans le dispositif :

- La Mutuelle Générale
- MF PACA SSAM

Pour le département 84

Date signature convention : 5 avril 2019

Groupements rentrant dans le dispositif :

- EOVI L2
- EOVI L3
- MF PACA SSAM
- Mutuelle Provence Entreprise
- MGEN
- La Mutuelle Générale

Bilan de la coordination des LIII

les SSAM en région

Un des chantiers phares pour 2019-2020 a été la mise à jour de l'annuaire des SSAM. Au 1^{er} janvier 2020, il y a en Région Sud 11 mutuelles gestionnaires de service de soins et d'accompagnement mutualistes : La Mut'-Mutualité Française PACA SSAM, Oxance, SAS Optique, MGEN, Mutuelles du Soleil Livre III, Eovi Réalisations Mutualistes, Harmonie Santé et Services Sud-Est, Harmonie Fonction Publique, Union technique de gestion des réalisations sanitaires, sociales et médico-sociales des Bouches-du-Rhône, Mutuelle Bien Vieillir (MBV), Mutuelle Marseille Métropole...



Répartis sur 63 communes : Manosque, Menton, Nice, Digne-les-Bains, Sisteron, Sophia Antipolis, St-Laurent-du-Var, Antibes, Pégomas, Grasse, Vence, Le Cannet, Cannes, Mandelieu, Carros, Drap, Marseille, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Rognes, Meyrargues, Coudoux, Gardanne, Martigues, Vitrolles, Marignane, Gignac-la-Nerthe, Port-de-Bouc, Istres, Berre l'Étang, Velaux, Port-St-Louis-du-Rhône, Arles, Salon de Provence, Miramas, La Roque d'Anthéron, Eyragues, Avignon, Le Pontet, Orange, Cavaillon, Pertuis, Carpentras, Callas, Draguignan, Hyères, St Raphaël, Adrets de l'Estérel, Tournettes, Seillans, Toulon, Brignoles, Cogolin, La Croix Valmer, La Valette du Var, Solliès-Ville, Solliès-Toucas, La Seyne-sur-Mer, Six-Fours les plages, St Cyr-sur-Mer, Noves, Cannes-la-Bocca.



La coordination des mutuelles de LIII

La Mutualité Française fait partie du comité régional de déploiement du DMP. Elle a donc proposé une présentation du DMP en direction des groupements de LIII, le 26 mars 2019. Gilles Macaluso, Chef de projet départemental DMP et Bertrand Silvin, responsable du service Promotion Conseil Marketing au sein de la CPAM des Bouches-du-Rhône ont présenté aux 20 participants mutualistes le Dossier Médical Partagé avec un focus pour les EHPAD.

Suite à l'assemblée générale de juin 2019, une nouvelle organisation s'est mise en place à l'Union régionale. La CROCOSSM est devenue le comité de liaison des LIII. Ce groupe de travail, piloté par Max Hermet est une composante de la Commission régionale animation et vie du mouvement mutualiste (CAVIM). Le 1^{er} comité s'est réuni le 5 novembre 2019. Roland Walger, Coordinateur du RNOGCS (Regroupement National des Organisations

Gestionnaires des Centres de Santé) et Président de la section professionnelle de la Commission paritaire régionale (CPR) des centres de santé a présenté aux 16 participant.e.s les CPTS, leurs enjeux, et le rôle que la Mutualité pouvait y jouer. Cette présentation a été suivie d'un questionnaire adressé aux groupements à la mi-décembre pour savoir où ils se situaient dans leur réflexion face aux CPTS.

Une rencontre devait être organisée entre les gestionnaires de SSAM de la région et l'ARS qui n'a pu se tenir à cause du confinement. Un point sera fait après la sortie de crise. Enfin, lors de la crise de la COVID19, l'Union régionale a questionné les mutuelles de LIII sur la situation de leurs SSAM (fermeture, maintien de l'activité et conditions d'ouverture), leurs difficultés et les besoins en équipements de protection individuelle ou en bénévoles.



Affaires publiques, influence et sujets d'intérêt général

1

Bilan des affaires publiques (actions communication et des DD)

Séminaire annuel des mandats locaux des 27 et 28 janvier 2020 : 10 places étaient attribuées à l'Union régionale. Ont ainsi participé à ce séminaire Bernard Zaneboni (chef de file CPAM 05), Bruno Huss (chef de file CPAM 13), Paul Smith (chef de file CPAM 06), Dominique Trigon (chef de file CPAM 83), Thierry Pattou (CARSAT), Marc Devouge (secrétaire général de l'UR et représentant de la CRSA), Serge Jacquet (Vice-président de l'UR en charge des sujets d'influence), Laurence Bertrand (directrice), Karin Delrieu (cheffe du service PPS) et Anne Sorriaux (coordinatrice des mandats).

Au cours de ces deux jours, ont été évoqués :

- La mobilisation de la Mutualité dans le cadre du Pacte du Pouvoir de Vivre
- Les élections Municipales 2020
- La synergie entre la Mutualité et l'Assurance Maladie dans la lutte contre la pauvreté
- Les restes à charge
- La Bioéthique
- Le Grand Age et l'Autonomie.

Les participants ont également pu échanger en ateliers sur les instances de démocratie sanitaire, de l'assurance maladie et les Conférences des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie. Au dernier semestre 2019 et premier semestre 2020, les principaux sujets abordés

ont été : le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2020 (PLFSS 2020), la publication de l'observatoire des restes à charge hospitaliers, la mise en place de la complémentaire santé solidaire en remplacement (CSS ou C2S) de la CMU- C et de l'ACS, les élections municipales et le Pacte du pouvoir de vivre.

• PLFSS 2020

Rarement un PLFSS aura autant inquiété et autant soulevé de protestations. De nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer un "non financement de la Sécu" (Thierry Beaudet) ou encore affirmer "ils veulent tuer la Sécu" (Christian Eckert, député). Dans leur grande majorité, toutes les caisses nationales qui siègent au conseil d'administration de la Sécu ont émis des avis défavorables à ce projet de loi. Même le Haut Conseil du financement de la protection sociale est sorti de sa réserve pour exprimer son inquiétude.

Jean-Paul Benoit, Président de la Mutualité Française Sud, Provence-Alpes Côte d'Azur a échangé avec la presse locale lors d'un petit-déjeuner presse, le 9 octobre 2019, veille de l'examen du PLFSS au conseil des ministres.

Dans son communiqué de presse la Mutualité Française Sud a alerté sur le fait que ce PLFSS aurait des conséquences désastreuses sur un système de santé déjà exsangue et sur les hôpitaux qui connaissent déjà une crise sans précédent avec pour finalité, des difficultés accrues pour l'accès aux soins de nos concitoyens !

Malheureusement, la crise sanitaire de la COVID19 a conforté ces inquiétudes et confirmé la fragilité de nos hôpitaux.

Jean-Paul Benoit a également abordé les principales mesures de ce projet de loi de non financement de la Sécurité sociale 2020. Non financement, tant il ne respecte pas les efforts demandés depuis plusieurs années, aux assurés sociaux, aux adhérents des organismes complémentaires et aux établissements sanitaires et sociaux.

Non financement car le gouvernement renonce à compenser les exonérations de charges qu'il octroie (mesures dites Gilet Jaunes). Le financement de la protection sociale est donc détourné par le pouvoir en place pour financer sa politique sociale. 2 médias étaient présents et ont publié des articles : La Marseillaise et Go Met'. Le service communication a également réalisé une interview vidéo ainsi qu'un article (illustré d'infographies) pour son site Internet.

• Observatoire des restes à charge hospitaliers

Jean-Paul Benoit, a également présenté lors cet échange presse, l'**observatoire de la Mutualité Française sur les restes à charge hospitaliers.** Aujourd'hui, l'hospitalisation **reste le premier poste des restes à charge pour les patients et la réforme "100% santé" ne résoudra pas ce problème. Notre région étant en tête du palmarès des restes à charge les plus élevés ! Cependant, devant**

Affaires publiques, influence et sujets d'intérêt général

l'incohérence de certains chiffres, le focus régional n'a quant à lui pas été utilisé. Le service communication a commandé en nombre, des impressions de l'observatoire pour le diffuser dans les délégations départementales, le conseil d'administration, la commission de coordination des mandats. Il a également réalisé un article et une vidéo de Jean-Paul Benoit pour illustrer le sujet.

• CSS (ou C2S)

Dès l'été, le service communication a publié un article complet sur cette réforme annoncée pour le 1^{er} novembre 2019 sur son site Internet (illustré d'infographies). Il a été un des premiers à utiliser le vocable de complémentaire santé solidaire CSS ou C2S (nommée jusqu'à lors CMU-C et CMU-C contributive), il a donc été un des tout premiers articles sur le sujet à être référencé sur Google et cela a créé un trafic important sur le site Internet. Sur la période du 1^{er} juillet 2019 au 10 mai 2020 l'article est en tête des consultations du site Internet et cumule 11 279 visites sur la page (22 % de la fréquentation du site.) Une vidéo sous forme d'interview de Jean-Paul Benoit a également été réalisée et constitue l'une des meilleures audiences de la chaîne Youtube de l'Union régionale (3 453 vues).

• Elections municipales 2020

Dans le cadre de ces élections la FNMf a édité des fiches d'état des lieux des territoires sur des questions sanitaires ou sociales. Le service communication, à partir des gabarits de la Fédération a décliné ces fiches par département et les a mises à disposition des délégations départementales. Une fois dotées de ce kit de communication, les équipes de la mission fédérale locale ont démarché les candidats des principales villes de chaque

département pour obtenir des rendez-vous et échanger sur les sujets sanitaires et sociaux du moment. Les équipes ont rencontré 20 candidats avant que le confinement ne mette un terme à ces moments d'échange. Il est prévu, dès que les conditions sanitaires le permettront, normalement à la rentrée, que de nouvelles rencontres soient organisées en direction des nouveaux Maires ou des Maires réélus.

• Pacte du pouvoir de vivre

Selon les consignes données par la FNMf, l'équipe de l'Union régionale en charge des affaires publiques alors composée de Serge Jacquet, Anne Sorriaux et Hélène Asensi, est allée à la rencontre des représentants régionaux de la CFDT. De cette entrevue est né le comité de pilotage régional du Pacte, composé de la CFDT, La Mutualité Française Sud, La Cimade, L'URIOPSS, La fondation Abbé Pierre, l'URAHJ, LA FNE, la FAS, ATD-Quart monde, l'INAS, Le Mouvement associatif et les Compagnons Bâtisseurs. La CRESS Paca envisageait de se joindre au collectif mais son arrivée a été compromise par le confinement. La première tâche du collectif a été d'organiser l'étape aixoise de la tournée nationale du Pacte le 6 février 2020 au Site mémorial du Camps des Milles. Plus de 230 militants sont venus écouter les représentants nationales et nationaux du Pacte et poser leurs questions ou faire part de leurs commentaires. L'après-midi 7 ateliers avaient été organisés afin de permettre aux militants de s'approprier les sujets et de proposer des pistes concrètes à mettre en œuvre sur les territoires. Cette étape aixoise a été résumée au travers d'un article sur notre site Internet et le service communication a réalisé le montage de 2 vidéos/podcasts l'une pour les débats de la table ronde et l'autre

sur la restitution des ateliers. D'autres vidéos sont en cours de réalisation. Réunis en comité de pilotage le 25 février, les membres régionaux du Pacte ont fait le constat du manque de visibilité médiatique et du grand public. Pour y remédier, ils ont choisi d'organiser des actions sur les différents territoires de la région et dans la perspective des élections régionales de 2021. L'idée est de rassembler les différentes expertises du collectif autour d'un thème : l'Habitat, pour se faire connaître des médias, des pouvoirs publics et du grand public. Le collectif devait réaliser une compilation des expertises de chacun sur l'Habitat. Chaque structure devant renseigner une fiche sur le sujet. Pour cela, le service communication a sollicité la mission fédérale locale pour que des rencontres soient programmées avec les contacts départementaux et que des animations, conférences, actions autour de cette thématique de l'Habitat soient organisées. Compte tenu de la crise sanitaire, le projet en est resté là. Toutefois les délégations départementales ont d'ores et déjà organisé des rencontres, avec la CFDT dans la Vaucluse et dans les Hautes Alpes avec la Fondation Abbé Pierre, la CFDT, le Secours Catholique, Solidarité Laïque et la CIMADE. Les partenaires avaient prévu un point presse le 17 mars pour les élections municipales, qui a dû être annulé suite aux mesures de confinement. Au niveau national, les organisations composant le Pacte ont adressé un courrier au Président de la République pour être associées au monde d'après puis un autre courrier a été adressé au Premier ministre pour relever 15 mesures pour un confinement réussi. Mesures relayées par l'Union régionale. Nul doute que cette crise sanitaire aura des conséquences sur les travaux et les orientations du comité de pilotage régional.

● **Contestation de l'enquête UFC que choisir sur l'évolution des cotisations des mutuelles**

Au 23 février 2020 l'Union régionale a relayé sur ses comptes sociaux (LinkedIn, Twitter et Facebook) et son site Internet le communiqué suivant :

[COMMUNIQUE] La Mutualité conteste l'enquête de l'UFC-QueChoisir au sujet de l'évolution des cotisations des complémentaires santé. Nous contestons la méthode qui repose sur un échantillonnage qui n'est absolument pas représentatif de l'ensemble des bénéficiaires d'une couverture complémentaire santé ! Les mutuelles devraient augmenter cette année entre 2 et 3% ce qui correspond aux évolutions naturelles de dépenses de santé qui ont tendance à augmenter chaque année de 4,5 %.

Les cotisations peuvent, au cas par cas, augmenter au-delà de 3 % lorsqu'on change de tranche d'âge, ou de garantie ou si la situation personnelle évolue (enfant supplémentaire par exemple...). Il peut s'agir aussi d'un rattrapage lorsque le contrat groupe est déficitaire...

L'UFC-Que choisir se sert de cette enquête partielle et peu fiable pour demander l'accélération du calendrier parlementaire de la résiliation à tout moment des contrats santé (résiliation infra-annuelle). Nous rappelons qu'en matière de protection sociale, la concurrence ne fait pas baisser les prix puisqu'ils sont intimement liés aux dépenses de santé.

Résilier les contrats santé à tout moment casse les mécanismes de solidarité (déjà mis à mal avec les réformes successives de la santé) et fait augmenter les frais d'acquisition d'une couverture santé... Avec plus de 450 acteurs de la complémentaire santé, le secteur est donc suffisamment concurrentiel.

Les délégations départementales des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes, des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse ont relayé le communiqué auprès de la presse locale. Cela a permis d'organiser une interview à Radio Alpine Meilleur.

● **Espace fédéral d'éthique (EFE)**

Depuis février 2019, Hélène Asensi participe aux travaux de l'Espace fédéral d'éthique, Olivier Techec administrateur de la Mutualité Française Sud et référent de l'espace régional d'éthique mutualiste y participe quant à lui depuis sa nomination (octobre 2019) :

2019 : 8 réunions

2020 (du 1 janvier au 31 juillet) : 5 réunions

Jusqu'au 25 octobre 2019 les travaux ont porté sur l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes et sur l'accès aux origines. Les participants ont produit une contribution qui a été validée par le Conseil d'administration fédéral. La principale mesure de ce plan a été de positionner la Mutualité en faveur de la PMA pour toutes les femmes.

Les travaux se sont poursuivis sur la question de la fin de vie et l'aide active à mourir. Les participants produiront une

contribution qui sera présentée au Conseil d'administration fédéral du mois de juillet 2020. La FNMF a souhaité que les Unions régionales créent leur propre espace de réflexion. Pour cela, elle a programmé une formation pour les référents des espaces régionaux d'éthique mutualiste et leur pilote technique le 28 mai 2020. En raison de la crise sanitaire, cette formation a été décalée au mois d'octobre 2020.

● **L'espace régional d'éthique mutualiste (EREM)**

Les prémices à l'installation de cette instance ont été d'organiser lors de l'Assemblée générale de l'Union régionale, une conférence sur l'une des thématiques de la révision de la loi bioéthique, à savoir l'Intelligence artificielle et les données de santé. Eric Chenut, administrateur de la FNMF et pilote de l'espace fédéral d'éthique est intervenu aux côtés de Valéry Ravix de l'espace éthique méditerranéen.

La Mutualité Française Sud s'était déjà saisie de ces questions et avait mis en place en 2018, son "Club digital santé mutualiste" animé par Olivier Techec. Ainsi, il avait été organisé en février 2018, une conférence sur le thème "De l'être social à l'être connecté ?" animée par un sociologue.

Pour ce nouvel espace régional d'éthique mutualiste, il a été proposé de finir le cycle de conférence envisagé pour le "club digital santé mutualiste". Ainsi, pour la feuille de route 2019-2020, il a été prévu :

- Une conférence "homme réparé, homme augmenté" animée par une philosophe
- Une sensibilisation aux thématiques et aux enjeux de la loi bioéthique aux membres de l'EREM par l'espace éthique méditerranéen couplée à une présentation des travaux de l'espace fédéral d'éthique.

Malheureusement, en raison du confinement ces deux événements ont dû être reportés à des dates ultérieures.

● **Groupe de travail sur les partenariats mission fédérale**

Le groupe de travail "Chantiers fédéraux et sujets d'intérêt général", piloté par Serge Jacquet, Vice-président de la Mutualité Française Sud a lancé une réflexion autour des partenariats de la mission fédérale. Une première réunion s'est tenue le 10 février 2020. A la suite de cette dernière il a été décidé d'adresser un questionnaire aux délégations départementales afin de recenser tous les partenariats existants et de travailler sur les attentes des délégations en la matière. Le groupe de travail souhaite établir des critères pour mieux encadrer nos partenariats et des indicateurs pour en mesurer l'efficacité. Une deuxième réunion programmée pour le 23 avril a dû être annulée. Elle sera très probablement reprogrammée en juin.

● **Le bilan DAP en chiffres**

Ces rencontres ont notamment porté sur la résiliation infra annuelle des contrats de complémentaires santé, le PLFSS 2020, le Grand Age et l'Autonomie, ma Santé 2022, les taxes sur les complémentaires santé, les restes à charge hospitaliers et la réforme du 100 % santé.

Actions d'influence des délégations 2019

Délégation	Nombre de rdv avec des parlementaires	Nombre de rdv avec des élus locaux	
04	7		07
05	5	2	07
06		10	10
13	4		04
83	4		04
84	3		03
	23	12	35

2 Bilan coordination des mandats (hors ESS)

● **Edition 2019 du Guide des Mandats**

Ce dernier a été créé pour accompagner les mandatés dans leurs missions et leur permettre de mieux appréhender le travail et les missions de leurs homologues dans les autres sphères d'influence. Ce dernier sera mis à jour et complété au deuxième semestre de 2020.

● **Enquête flash FNMF**

Cette enquête diligentée par la FNMF avait pour objectif de dresser un état des lieux du fonctionnement des instances où le mouvement mutualiste est représenté : caisses d'assurance maladie, retraite et sécurité sociale, instances de démocratie sanitaire

ou auprès des collectivités territoriales. Cette enquête portait sur 4 grands sujets : le fonctionnement de l'instance, la possibilité de prendre la parole, la reconnaissance de la Mutualité comme acteur par les partenaires, l'accompagnement fédéral par la FNMF et les Unions régionales.

Le taux de retour au niveau national a été d'environ 25 % et de 17 % pour notre UR. Les résultats détaillés de cette enquête ont été présentés aux représentants de la Mutualité lors du groupe de travail Coordination des mandats du 11 mars. Il ressort de cette enquête, un fonctionnement plutôt bon des instances de l'assurance maladie ainsi que des conférences des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie. Le constat est plus mitigé pour les instances

de démocratie sanitaire (conseils territoriaux de santé) et les conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie. Les mandatés estiment cependant aisé, quand le fonctionnement de l'instance le permet, de porter les positions mutualistes à partir des contributions de la FNMF.



En téléchargement sur... <https://cutt.ly/GUIDEDESMANDATS>

● Bilan des journées réseaux

12/03/2019 : "les enjeux du projet de loi santé et de l'accès aux soins ?" : 6 participants

21/05/2019 : "financement et innovations : réformes et actions" : 8 participants

22/10/2019 : "PLFSS 2020" : 3 participants

12/05/2020 : session vidéo dédiée aux conférences des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie avec une intervention de Manon Bonnet, chargée de mission à la Direction de la Compensation de la perte d'autonomie au pôle partenariats institutionnels de la Caisse nationale de la solidarité pour l'autonomie (CNSA).

● La feuille de route 2020 de la coordination des mandats

La nouvelle organisation de l'Union régionale a été l'occasion de se questionner sur la composition, et les modalités de fonctionnement des commissions régionales et groupes de travail. Pour la coordination des mandats ces réflexions ont permis de définir les points suivants :

- La commission (groupe de travail jusqu'au conseil d'administration du 27/05/2020) est ouverte à l'ensemble des représentants de la mutualité dans les différentes sphères de représentation (Assurance maladie, ARS, CDCA, CFPPA, ESS...).
- La fréquence est fixée à 2 réunions collégiales par an minimum et peut prévoir des sous-groupes par thématiques et/ou sphères d'influence.
- Les missions de la coordination des mandats sont de suivre les feuilles de route de la FNMF, d'organiser le retour d'informations vers

le Conseil d'Administration de la Mutualité Française Sud, de coordonner les mandats, de faciliter les échanges et la circulation de l'information entre représentants et entre les représentants et l'UR. Pour cela il est indispensable d'être rigoureux sur les retours de réunions, de présenter les supports à disposition (guide des mandats, kit de coordination avec des fiches Vademecum par sphère de représentation, fiche synthèse des réunions), et enfin de s'appuyer dans ses missions sur le Guide des mandats.

- Les axes de travail proposés pour 2020 sont :
 - La mise en place de groupes de travail restreints par sphère de représentation et/ou en fonction des besoins et de l'actualité.
 - Retour sur l'enquête flash de la FNMF réalisée à l'été 2019 auprès de l'ensemble des mandats mutualistes : bilan FNMF et ses propositions d'actions pour renforcer l'influence mutualiste.
 - Articulation de la coordination des mandats ESS en lien avec le groupe de travail ESS

● Renouvellements ou cooptations

CPAM

CPAM 83 remplacement de Claude BELLELE (titulaire) par Nathalie MEHATS antérieurement suppléante. Le poste de suppléante laissé par Nathalie MEHATS est pourvu par Stéphane GRASS (dossier en cours d'instruction auprès du Ministère).

CDCA

Le renouvellement est en cours et se fait en fonction des dates d'installation des conseils, de février 2020 à juillet 2021 :

- CDCA 04 : 31/07/2021

- CDCA 05 : 05/09/2020
- CDCA 06 : 18/01/2021
- CDCA 13 : 31/05/2021
- CDCA 83 : 11/08/2020
- CDCA 84 : 24/02/2020 : pour cette nouvelle mandature, nos représentants sont :
 - Pour la formation Personnes handicapées : Armand JACQUES (titulaire) et Alain GRANIER (suppléant)
 - Pour la formation Personnes âgées : Marie-Christine LIENARD (titulaire) et Jean-Paul SADORI (suppléant)

CONSEIL DE SURVEILLANCE/CRSA/CTS

Le renouvellement des Conseils de surveillance est à, ce jour, toujours prévu à l'automne. Quant aux autres instances de la démocratie sanitaire, les renouvellements ont été reportés à 2021

Les chiffres de l'influence :

107 mandats représentent notre union régionale au sein de **23** organismes

23 prises de parole (hors ESS et CFPPA) au sein de **23** organismes

3 Bilan ESS (Plan d'action et coordination des mandats ESS)

En 2019, une commission élargie s'est réunie le 23 avril pour un échange entre mutualistes et le Président de la Chambre Française de l'économie sociale et solidaire (ESS France) : Jérôme SADDIER. En effet, depuis la Loi Hamon de 2014, l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) a subi de nombreuses évolutions et restructurations diverses. Le tout nouveau Président d'ESS France a donc présenté aux délégués mutualistes les futures réorganisations des instances nationales de l'ESS et le projet politique de la Chambre Française de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS France). Lire l'article de cette rencontre sur notre site Internet :

<https://sud.mutualite.fr/>
Rubrique actualités : le-projet-ess-france

A nouvelle organisation, nouvelle feuille de route ! Pour cette année 2020, les représentants des mutuelles réunis en groupe de travail le 27 février, ont arrêté une feuille de route autour de 3 axes :

- Définir le projet de la Mutualité pour l'ESS.
- Organiser la représentation de la Mutualité dans l'ESS.
- Promouvoir l'ESS. Les projets du 1^{er} semestre 2020 comme proposer des matinales à la CRESS PACA sur des thématiques telles que la CSS, le RAC zéro, la préparation à la retraite, organiser une rencontre avec Marc POUZET, Président du CESER, pour une présentation de cette instance ont dû être reportés ou annulés. Les délégations départementales ont été saisies pour proposer des sujets de Matinales CRESS sur leur territoire.

Faute de réunions, sont également restés en suspens les projets de création d'un support de présentation de l'ESS par l'Union régionale et à construire la parole de la Mutualité autour du projet de fusion d'ESS France et du CNCRESS.

Représentation de la Mutualité dans l'ESS : la Mutualité est aujourd'hui présente au sein du CESER, de la CRESS PACA et de certaines de ses unions départementales. L'organisation de la représentation et la construction de la parole mutualistes dans ces instances est une des priorités de 2020-2021.

4 Bilan "sujets d'intérêt général et communication"

Pour l'année 2020, le plan de communication s'est intégré aux feuilles de route des différentes activités de la mission fédérale et de la prévention santé.

● Bilan de la campagne régionale "Une vraie Mutuelle"

La déclinaison par le service communication de la campagne de communication fédérale #UneVraieMutuelle a commencé le 14 Janvier 2020 (16 janvier sur LinkedIn) à raison d'une publication par semaine jusqu'au 31 mars sur les réseaux sociaux de Facebook et Twitter de la Mutualité Française Sud.

Les élus ainsi que les salariés ont bien joué le jeu ! En tout, c'est 27 visuels qui ont été publiés 89 fois sur Facebook, LinkedIn et Twitter, générant 43 404 impressions et 329 interactions (likes, partages ou commentaires). C'est sur Twitter que la campagne a le mieux fonctionné



Mise à jour de l'exposition "Ma couverture santé"



Guide de la mutuelle facile à lire et à comprendre (FALC)

La Mutualité Française a édité un guide de la Mutuelle Facile à Lire et à Comprendre (FALC). Cette méthode désigne un ensemble de règles ayant pour finalité de rendre l'information facile à lire et à comprendre, notamment pour les personnes souffrant de handicap mental ou maîtrisant mal la langue française.

L'Union régionale en a fait la promotion sur son site Internet et a édité 500 exemplaires pour doter les délégations départementales.

Fabrique santé

Initiée fin 2018, cette initiative proposait aux mutuelles de mettre en place une expérimentation mutualiste pour répondre aux renoncements aux soins et palier à la sous-densité médicale de certains territoires. Malheureusement cette initiative n'a pas trouvé écho auprès des mutuelles et s'est mutée en projet de mécénat de compétences pour des projets à vocation sanitaire de structures à but non lucratif et de moins de 20 salariés. L'association Pro Bono qui a accompagné la Mutualité dans cette aventure a donc organisé un mécénat de compétences pour les 3 lauréats suivants :

La Fédération CAIRE : demande de soutien pour l'essaimage du concept CAIRE, unique en France, créé pour assurer une prise en charge gratuite et personnalisée des chefs d'entreprises, agriculteurs, artisans, commerçants, libéraux, travailleurs indépendants malades du cancer pendant leur parcours de soin et leur trajectoire professionnelle.

APF France Handicap : demande de soutien sur plusieurs modalités pour leur

projet "Le P'tit Bus Proximité et Ruralité" (véhicule itinérant et aménagé pour aller à la rencontre des personnes en situation de handicap et de leur famille, sans distinction liée à leur âge ou à leur handicap, éloignées des centres urbains.)

La Fabrique du Lien : demande de soutien pour la création de lieux d'accueil spécifiques et informels visant un public qui ne peut bénéficier d'une prise en charge psychologique. Malheureusement, ce dernier projet n'a pas eu de suite.

APF-France Handicap : une première mission d'une demi-journée a eu lieu avec 3 volontaires pour traiter des problématiques de mesure d'impact et de logistique du projet "petit bus". Cette rencontre et la Fabrique Santé ont été valorisées à cette occasion sur les réseaux sociaux. Pour la seconde phase, une mise en relation avec l'agence de communication "Dos Carré" a été faite pour les aider à trouver le nom de leur bus et pour aider à établir un plan de com.

Pour **CAIRE**, après moult rebondissements liés à la restructuration de l'association, cette dernière a pu cadrer son besoin de valorisation d'impact social. Une mise en relation avec une consultante experte du cabinet Kimso/Odyssém a été faite pour réaliser un premier état des lieux et un plan d'actions sur 2020.

Smart santé

La Mutualité Française a été sollicitée par l'association de formation mutualiste Sigma formation pour concevoir une application contre le renoncement aux soins. Les travaux initiés en juillet 2019 ont abouti au lancement presse et à la présentation de l'outil aux associations de

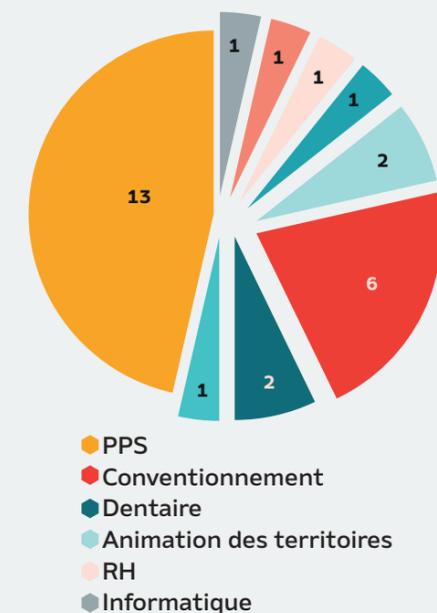
solidarité le 9 octobre dans les locaux de la CRESS PACA à Marseille. Ce lancement a fait l'objet d'une mini campagne de communication : article sur le site Internet et promotion sur nos réseaux sociaux. Le service communication a également imprimé des cartes postales pour les équipes des délégations départementales et à inscrit smart santé dans son exposition sur la protection sociale et la couverture santé.

Site internet

La refonte de la stratégie digitale de l'Union régionale en 2018 a été payante puisque le trafic sur le site a considérablement augmenté (cf tableau ci-dessous). Il a représenté une grosse part de l'activité du service en termes de production de contenus : articles, infographies, formulaires (inscriptions, quiz) ou vidéos.

Les faits marquants pour 2019 sont :

Traçabilité des demandes de contacts : le formulaire de contact mis en place en mai 2018 a généré 28 demandes en 2019 réparties dans les services tels que :



• **Des articles "locomotives"** : ce sont des articles qui génèrent beaucoup de trafic sur le site. En 2018, ce fut le cas avec le dossier sur les 11 vaccins qui reste un des articles les plus consultés du site. Cette année, c'est l'article sur la CSS qui a explosé les compteurs (+de 9 000 vues).

• **Une fréquentation du site décuplée** ; l'objectif d'atteindre les 5 000 visiteurs mois fin 2019 a largement été atteint puisqu'il se stabilise autour des 7 950 visites depuis juillet 2019.



• Réseaux sociaux

A l'instar du site Internet, la stratégie digitale des réseaux sociaux a été revue au dernier trimestre 2018. Elle a cependant nécessité moins d'investissement car l'audit a révélé une bonne maîtrise de nos communautés. L'audit portait également sur l'opportunité de création d'un compte Instagram, vite écartée car nécessitant trop de travail pour le rendu impeccable de l'image. L'audit recommandait plutôt de dédier nos efforts au développement de notre chaîne Youtube.

Les travaux du service communication pour les réseaux sociaux en 2019 ont donc porté sur le développement de notre chaîne Youtube, la page entreprise de LinkedIn et Pinterest. Ce dernier génère un trafic faible vers notre site Internet mais de très bonne qualité (temps de consultation du site autour des 5 minutes contre une moyenne de

1,15 minute pour les autres réseaux sociaux). Pour atteindre ces objectifs, Cyndie Catalo chargée de communication et Hélène Asensi responsable du service ont suivi une formation approfondie sur le logiciel de montage vidéo Adobe Premiere Pro. Elles comptabilisent la réalisation de 19 vidéos produites en interne sur l'année 2019.

Bilan des abonnés des comptes sociaux 2018 Vs 2019



• Newsletter

"Le télégramme, flash d'information mutualiste" adressé à 714 mutualistes en fonction de l'actualité du mouvement ou de l'Union régionale. Le taux d'ouverture moyen est de 33% et le taux de clics moyen est de 3,6 %. Ce dernier est le plus faible des newsletters de l'Union régionale mais s'explique car la plupart des télégrammes ne contiennent pas de liens.

La newsletter mensuelle "Quoi de neuf dans le Sud ?" : qui reprend principalement les contenus du site Internet et des comptes sociaux de l'Union régionale. Elle compte 901 abonné.es, et une moyenne de 32,1 % de taux d'ouverture et 7,4 % de taux de clics.

La newsletter mensuelle interne "Radio popotes", créée en juillet 2018 elle est adressée aux salariés de l'Union régionale, au Président, Secrétaire général et Trésorier général. Elle affiche une moyenne de taux d'ouverture de 54,8 % et de taux de clic moyen de 14,8 %.

Suite à la Journée dédiée à l'adolescence organisée fin 2019 par le service prévention, le service communication a réalisé un podcast de la conférence de clôture de Serge Tisseron qu'il a publié sur Youtube. Afin d'en assurer la promotion un emailing a été adressé aux 166 personnes qui avaient participé à la journée ou manifesté le souhait de recevoir le lien du podcast. La vidéo a été vue 99 fois et l'emailing a comptabilisé 35,9 % de taux d'ouverture et un taux de clics de 9 %.

• La communication en chiffres du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019

Relations Presse Régionales

9 CP / Dossiers de presse réalisés et envoyés

1 Point presse organisé

2 articles Retombées média

Mutweb

279 abonnés

98 articles / dossiers publiés

Outils réalisés en propre par l'UR

Affiches, vidéos, flyers, kakemonos...



Site Internet

3348 visites/mois (et moyenne de 7950 visites/mois à compter du 1^{er} juillet 2019)

418 publications 49 articles / 6 dossiers / 363 événements mis en ligne

83 954 de pages vues. Les 10 pages les plus vues sont :

Page	Pages vues	% Pages vues
1. /actualites/css/	9426	11,36 %
2. /	9421	11,36 %
3. /dossiers/les-11-vaccins-obligatoires/	3251	3,92 %
4. /outils-et-documents/	1632	1,97 %
5. /evenements/journee-enjeu-de-ladolescence/	1626	1,96 %
6. /evenements/	1584	1,91 %
7. /contact/	1581	1,91 %
8. /services/	1473	1,78 %
9. /actualites/la-securite-sociale-a-quoi-ca-sert/	1391	1,68 %
10. /role-et-missions/qui-sommes-nous/decouvrez-nous/	1052	1,27 %

75,71 % de taux de rebond





La PPS

Prévention et Promotion de la Santé

L'activité du service prévention et promotion de la santé est composée des actions de prévention et promotion de la santé, y compris la formation, mise en œuvre auprès du public sur le territoire régional, de la participation à des instances de pilotage et de représentation du mouvement.

L'équipe est constituée, en 2019 de 18 collaborateurs : **1 coordinatrice de santé publique, 7 responsables de l'activité de Prévention et de Promotion de la Santé, 2 animatrices prévention, 5 chargées de prévention et 2 assistantes, encadrés par une Cheffe de service de Prévention, Promotion de la Santé et Santé Publique.**

L'action du service s'est articulée autour de 5 axes prioritaires :

- Créer des liens avec les mutuelles
- Créer de nouvelles actions répondant à des besoins
- Accroître la lisibilité de l'activité PPS
- S'attacher à l'efficacité des opérations (Démarche Qualité)
- Répondre aux orientations nationales et priorités de santé publique L'activité du service prévention a permis :
 - La réalisation de **1332 interventions** en prévention au bénéfice de **31 344 personnes**,
 - La collaboration avec **33 mutuelles** à l'occasion de 181 interventions,
 - Le développement d'interventions avec **43 SSAM** sur 94 actions,
 - La formalisation de partenariats opérationnels avec **331 institutions, collectivités et associations.**

1 Les actions de Prévention et Promotion de la Santé

Cinq programmes d'actions ont été développés :



Petite Enfance

Les actions mises en œuvre dans le cadre du programme "**Pass Naître et Grandir**" ont pour but de développer des attitudes préventives des parents pour la santé de leurs enfants. Elles sont constituées d'ateliers d'informations et d'échanges privilégiant la pratique à la théorie en s'adressant aux adultes, parents et professionnels de la petite enfance.

1 302 personnes ont été sensibilisées au cours des 93 interventions réalisées qui sont :

- des ateliers d'initiation aux **gestes de 1^{er} secours pédiatriques**,
- des ateliers sur le **bon usage des écrans** et le sommeil,
- des ateliers de **soutien à la parentalité**,
- des ateliers sur la **santé visuelle** dans le cadre du programme européen Alcotra porté par la MFPACA SSAM.
- un colloque "**l'adolescence, parlons-en ?**",
- des ateliers de prévention des risques liés à **l'exposition au soleil**,
- des ateliers et conférences sur la **santé environnement**,
- Une **Campagne de vaccination** lors de la semaine européenne
- La **formation de personnels de crèches** de la MFPACA SSAM sur l'alimentation.

La santé des jeunes

Acteur de santé, la Mutualité agit, depuis plusieurs années, sur le terrain auprès des jeunes pour promouvoir la santé et encourager favoriser l'adoption d'habitudes favorables à leur santé.

- **28 interventions** auprès de **537 parents** et **professionnels** intervenants auprès des adolescents et jeunes adultes :
 - Des rencontres parents ou parents-enfants sur sommeil, neuroscience, motricité,
 - Des ateliers de gestion du stress,
 - Des formations thématiques : conduites addictives, compétences psychosociales et santé sexuelle,
 - Un travail en réseau de professionnels et bénévoles.
- **753 interventions** auprès de **15 050 jeunes** de 11 à 25 ans pour développer l'acquisition de compétences favorables à leur santé et de réduction des risques

Les domaines d'intervention sont les addictions, le

bon usage des écrans, la sexualité, l'alimentation et l'activité physique, les risques auditifs et routiers.

Les interventions sont des ateliers, des conférences débats, des films débats, des formations, des groupes d'échange, des représentations du spectacle "**Game of Sex**" sur la santé sexuelle et affective des étudiants et l'accès à la contraception, stand de réduction des risques en milieu festif et la coordination d'un réseau de référents santé auprès de public en situation d'insertion sur le territoire Varois - IPSI.

La santé des actifs

Le Plan Santé au Travail préconise de développer des actions de prévention des risques professionnels, plus spécifiquement des risques psycho-sociaux et des troubles musculo-squelettiques (intimement liés) et de renforcer l'accompagnement des entreprises dans leurs actions de prévention, mieux les informer des enjeux de la prévention et leur procurer les outils indispensables et adaptés.

La Mutualité Française Provence-Alpes-Côte d'Azur accompagne les mutuelles engagées dans cette démarche.

- **27 journées de repérage** (ou check-up santé) ont été organisées par L'union régionale touchant **1288 personnes**, bénéficiant ainsi de dépistages et consultation de prévention personnalisés.

Parmi ces interventions, 4 journées bilan de santé ont été organisés dans les stations de ski en faveur des saisonniers.

- **6 représentations** du Théâtre Forum "**Tout, tout de Suite**" pour prévenir les risques psychosociaux au travail ont été présentées à 204 fonctionnaires et agents de collectivités.
- **23 interventions** intitulées "**Manger bouger, c'est facile**" ont été réalisées avec les mutuelles comptant 552 bénéficiaires.

La santé des seniors : bien vieillir dans ma ville

L'union régionale a poursuivi la dynamique du programme "Bien vieillir dans ma ville" qui vise à permettre le développement coordonné d'actions en faveur de la santé des seniors et de leurs familles sur des territoires ciblés selon certains critères (solicitation de la commune, communauté de communes, demande du terrain, territoire d'inégalité de santé).

- **Bien vieillir dans ma ville** **341 interventions** ont été réalisées auprès de **10 447 personnes âgées** pour préserver leur qualité de vie et le maintien de l'autonomie :

- ateliers équilibre, mémoire, nutrition, soins de

- soi, d'automassage "les doigts de fée",
- formation de nos intervenants sur les protocoles des ateliers
- journées de repérage,
- films débats sur la sexualité,
- expositions santé visuelle dans le cadre du programme européen Alcotra porté par la MFPACA SSAM.
- théâtres forum "Médicament Souvenir",
- journées sécurité routière,
- journée sport santé.
- Ciné débat sur la prévention des cancers

Contribution au projet de recherche interventionnelle "ALAPAGE" mené par l'Observatoire Régional de la Santé et l'INRAE (Institut national de la recherche agriculture, l'alimentation et l'environnement) en collaboration avec la CARSAT et le pole GerontO Nord.

Il vise à améliorer le contenu des ateliers nutrition proposés par la Mutualité Française Sud et la CARSAT et d'en évaluer l'impact sur les participants. Contribution au projet INVITE, mené par les mêmes partenaires, dont l'objectif est d'augmenter la participation des personnes âgées isolées à ces ateliers de prévention.

Contribution à la construction de la plateforme Bien Vieillir avec l'ASEPT PACA et les Caisses de retraites pour promouvoir auprès des seniors et leurs aidants les actions à leur disposition et favoriser leur inscription.

● La Vie à pleines dents longtemps

Le programme vise à améliorer la santé bucco-dentaire des personnes âgées en EHPAD ou accompagnées par un SSIAD (Service de Soins Infirmiers à Domicile). Ce Programme propose la formation de référents bucco-dentaire, la sensibilisation des équipes pour intégrer dans le protocole d'hygiène celui du bucco-dentaire et la sensibilisation des familles.

Participation à la journée de coordination nationale du programme LVPDL.

34 interventions en EHPAD et SSIAD ont permis de sensibiliser **616 personnes** :

- Réunion de lancement du programme avec les établissements,
- Formation des référents du programme à la santé bucco-dentaire durant deux journées,
- Réunion de sensibilisation auprès du personnel, des résidents et leur famille,
- Réunions d'analyse de pratique,

Réalisation d'une conférence départementale sur la santé buccodentaire des seniors auprès de professionnels

Santé de tous

- **4 Check up santé** ont été réalisées auprès de 162 personnes, journées banalisées de proximité durant lesquelles sont proposées différentes consultations de prévention et de dépistages santé personnalisés.
- **9 journées Sport Dating** pour promouvoir l'activité physique ont permis de rencontrer 1 046 personnes.

Des ateliers sont proposés encadrés par des éducateurs sportifs ou des professionnels de la prévention santé :

- Stands d'activités à tester quels que soient la condition physique ou l'âge,
- Un atelier pour évaluer sa condition physique et un autre pour tester son souffle,
- Des ateliers de prévention autour de l'équilibre alimentaire.

- **14 interventions "Mangez bougez c'est facile"** au sein des centres de soins de premier recours et avec les mutuelles. 140 personnes ont été sensibilisées.



2 Les rencontres "Mutuelles"

- Deux groupes de travail prévention mutuelles se sont réunis :

- La santé au travail le 21 janvier
- Sport santé le 23 mars.

- Le showroom de la prév' journée de rencontre des mutuelles sur la prévention, s'est tenu le 24 janvier 2019.

- Une Formation des élus a porté sur la prévention, enjeu de différenciation.

- Des réunions de travail sur le parcours de santé orale des seniors en EHPAD, ont été organisées avec les mutuelles de Livre III gestionnaires de centres de santé dentaire sur Nice, Marseille et Salon de Provence.

Relations institutionnelles et mandats

Les instances régionales de Santé Publique

La Mutualité Française Provence-Alpes-Côte d'Azur est membre de groupes de travail techniques de l'ARS : Comité de pilotage régional sur la vaccination, Instances Collégiales Régionales : addictions, seniors et santé bucco-dentaire.

Des rendez-vous institutionnels ont été réalisés avec l'ARS au niveau régional et dans les départements du 05, 06, 13 et 83.

Une réunion de dialogue de gestion a été réalisée avec l'ARS dans le cadre du CPOM 2017-2020.

L'union régionale est présente dans les instances du COREVIH-OUEST et du COREVIH-EST (coordination régionale VIH), au conseil d'administration du Comité Régional d'Education à la Santé.

Des mandats ont été attribués à l'équipe du service PPS qui contribue aux travaux des conférences des financeurs mises en place dans le cadre de la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement sur les 6 départements, de la CRSA, des CDCA et des CTS.

Participation à un groupe "expert en santé publique" organisé par l'Observatoire Régionale de la Santé.

Groupe de travail et instances techniques de la FNMF

- Contribution au Showroom national de la prévention sur la santé environnement
- 2 Réunions du réseau de prévention de la mutualité française pilotées par la fédération
- Participation aux travaux de 2 groupes de travail inter-régions pilotés par la FNMF :
 - "Identifier un modèle de PPS qui permette de gagner en lisibilité, efficacité et cohérence entre les UR" et "trouver le juste équilibre de diversification des sources de financement des UR".

Les instances et groupes de travail locaux

Dans le 04, la Mutualité Française Provence-Alpes-Côte d'Azur participe au Plan départemental Actions sécurité Routière, à l'Atelier santé Ville

de Digne-les-Bains, au Réseau addictions du département, et au Réseau Parentalité REAAP animé par la CAF.

L'UR est représentée à la Maison Des Adolescents, au CODES et la Mission Locale jeunes et a accueilli 3 étudiantes infirmières de l'IFSI de Digne durant 3 semaines dans le cadre du service sanitaire.

Dans le 05, la Mutualité Française Provence-Alpes-Côte d'Azur est partenaire du groupe de travail et membre du Conseil d'Administration du CODES et a participé à des travaux pilotés par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, le Comité Départementale d'Education pour la Santé, la Maison de l'Adolescent.

Dans le 06, la Mutualité Française Provence-Alpes-Côte d'Azur a participé aux instances de l'Espace santé jeune du Bassin Cannois.

Elle a participé aux travaux sur le sport santé pour l'élaboration d'un modèle économique du sport sur ordonnance avec la Ville de Nice, à la journée d'échange "mieux vivre sa maladie" et au colloque "Nagez Forme Santé" à Nice, du collectif VIH.

Dans le 13, la Mutualité Française Provence-Alpes-Côte d'Azur est membre de Codeps 13, WE sport santé Ville de Marseille et de la Plateforme Territoriale d'Appui Apport Santé.

Dans le 83, la Mutualité Française Provence-Alpes-Côte d'Azur participe au Comité de pilotage sport santé ville de la Seyne, à la journée annuelle du codes83 "Empowerment, le patient acteur de sa santé", à l'AG sport pour tous, au Forum santé environnement de la ville de Hyères, aux comités de pilotage "mars bleu" et "octobre rose" avec le CRCDC83, à l'organisation des forums senior de la ville de Toulon et de la ville de Hyères et à la Remise des prix sportprev tour avec le réseau des BIJ.

Dans le 84, la Mutualité Française Provence-Alpes-Côte d'Azur participe aux groupes de travail de l'atelier santé ville de Cavillon, de l'atelier santé ville de Carpentras, et l'accompagnement de 3 groupes de terminale en ST2S (pour l'élaboration d'une action de prévention présentée au Baccalauréat) du lycée Victor Hugo de Carpentras et le Lycée Pasteur d'Avignon.





DÉLÉGATIONS Départementales

04 Mutualité Française Sud Délégation des Alpes de Haute-Provence

Immeuble "Le Riviera" - Bât.A
5, avenue de Verdun
04000 DIGNE LES BAINS
Tél. : 04 92 31 67 00
delegation04@sudmutualite.fr

05 Mutualité Française Sud Délégation des Hautes-Alpes

Résidence "Côté Théâtre"
10, rue Cyprien Chaix
05000 GAP
Tél. : 04 92 52 19 91
delegation05@sudmutualite.fr

06 Mutualité Française Sud Délégation des Alpes-Maritimes

7, avenue Gustave V - 2^{ème} étage
06000 NICE
Tél. : 04 93 82 88 54
delegation06@sudmutualite.fr

13 Mutualité Française Sud Délégation des Bouches-du-Rhône

Le Condorcet
18 rue Elie Pelas
13016 Marseille
Tél. : 06 63 94 44 55
delegation13@sudmutualite.fr

83 Mutualité Française Sud Délégation du Var

Immeuble "Le Jean Le Blanc"
26, rue Jean-Philippe Rameau
83000 TOULON
Tél. : 04 94 91 95 98
delegation83@sudmutualite.fr

84 Mutualité Française Sud Délégation de Vaucluse

42 Cours Jean Jaurès
84000 AVIGNON
Tél. : 04 90 14 47 32
delegation84@sudmutualite.fr

SIÈGE SOCIAL

MUTUALITÉ FRANÇAISE SUD PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Le Condorcet - 18 rue Elie Pelas
13016 Marseille
Tél. 04 86 97 79 79

Régie par le code de la Mutualité - N° Siren 523 445 690

